

Le 7 mars et après :

GRÈVE GÉNÉRALE POUR TOUT BLOQUER

Voilà bientôt une semaine que le Sénat examine la réforme des retraites. Selon le journal Le Monde, les débats « s'y enlisent ». Ah bon ? Mais, pour les millions de travailleurs qui doivent payer d'une vie au boulot les profits records des patrons et les cadeaux que leur fait le gouvernement, il n'y a aucun débat : cette réforme ne doit pas passer. Des millions de personnes l'ont exprimé clairement depuis deux mois dans la rue.

Nous sommes des millions : pour le retrait sans discussion

Tout le pays est contre la réforme. Les manifestations massives ont montré notre force. Elles nous ont permis de nous retrouver, de discuter et d'établir le lien entre nos revendications sectorielles et cette bagarre pour le retrait d'une réforme qui résume toute la politique de ce gouvernement en faveur des patrons et des plus riches. Elles sont l'occasion de constater aussi notre cohésion et notre détermination. Entre la dernière journée et le 7 mars, l'intervalle aura été long, mais les millions de personnes mobilisées n'ont pas changé d'avis. La semaine qui vient va le rappeler. Le gouvernement fait l'autruche et croise les doigts, mais ses genoux tremblent. Olivier Véran accuse même les grévistes de risquer une « catastrophe écologique » : les ministres ne sont pas sereins ! Le gouvernement sait bien que le mouvement pourrait non seulement mettre le pays « à l'arrêt » pour une journée, mais déboucher sur un nouveau Mai 68.

Nous ne voulons pas « râler », nous voulons gagner !

Le mouvement est à la croisée des chemins. Nous avons montré notre force, mais la menace ne suffira pas à faire reculer le gouvernement. Une seule journée de grève ? Lui et les patrons attendront tout simplement le lendemain que tout soit rentré « dans l'ordre »...

Mardi 7 mars, l'intersyndicale appelle à « mettre le pays à l'arrêt », c'est-à-dire à une grève qui réunisse toutes et tous. Une date annoncée et attendue depuis

deux semaines, dont l'ampleur peut être le tremplin vers les suivantes.

Mercredi 8 mars, c'est la journée de lutte internationale pour les droits des femmes. Tout le monde sait que cette réforme les touchera plus durement, à cause des carrières fractionnées, des temps partiels imposés, des inégalités salariales... La grève féministe et les manifestations appelées ce jour-là font partie de la lutte contre la réforme des retraites.

Puis jeudi 9, la manifestation appelée par les organisations d'une jeunesse touchée de plein fouet par la précarité, le chômage, les bas salaires.

Ces trois dates doivent être l'occasion de reconduire la grève pour amplifier et généraliser la mobilisation.

Le gouvernement a peur de perdre le contrôle

Ce serait la vraie force d'un tel embrasement : que les conditions de la fin de partie soient entre les mains des grévistes et des manifestants, tout au long du mouvement. Que la grève se lance sans donner au gouvernement et au patronat une rassurante date de retour au calme. Ce qui fera céder le gouvernement, et le patronat, c'est leur panique devant les suites du mouvement. Et donc pas seulement un mouvement planifié par leurs interlocuteurs syndicaux habituels, mais un mouvement imprévisible parce qu'il décide par lui-même où il va. Il faut que le gouvernement ne sache pas où donner de la tête !

C'est cela qui est à préparer, par des assemblées générales dans les entreprises, des comités de grève, de quartiers, de zones industrielles, de coordinations, d'interprofessionnelles : tous les cadres de discussion qui permettent de décider nous-mêmes, d'établir nous-mêmes nos revendications, de nous coordonner entre tous les secteurs, publics comme privés, et d'unifier les contestations en un tout.

Nous devons passer des avertissements de jours de grève isolés à la grève générale pour imposer le retrait pur et simple de la réforme. Mais aussi pour aller au-delà de la question des retraites, qui n'est que le sommet émergé de tout un monde d'injustice et d'exploitation.

Macron n'est soutenu que par le patronat : nous, nous sommes des millions !

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !

Salaires, retraites, même combat

Ce mardi 7 mars, des centaines de milliers, voire des millions, de travailleurs vont se mettre en grève et manifester. Il faut que notre rejet de cette réforme soit massif, c'est la seule manière d'obliger le gouvernement à mettre au rebut son projet de nous faire payer la pluie de milliards donnés en cadeaux aux grands groupes capitalistes chaque année !

Alors qu'un nombre croissant de travailleurs sont pris à la gorge par l'inflation, il faudrait accepter de travailler plus pour les beaux yeux des actionnaires ?

Puisque toute l'activité tourne grâce à notre travail, nous pouvons décider de nous arrêter pour décider collectivement de notre sort : pas question de travailler jusqu'à 64 ans, 400 euros d'augmentations pour tous !

Rendez-vous à 14h à Sèvres-Babylone !

Fatigués des restructurations

La semaine dernière, il y avait un travail monstrueux malgré les vacances. Surtout qu'avec la nouvelle gamme courrier, le boulot arrive des centres de tri en dents de scie, bien pire qu'avant. Là-bas, les collègues sont aussi confrontés à des restructurations assez délirantes.

Là-dessus la direction veut encore supprimer des emplois au plateau 11 et à la collecte. Il faut lui opposer un grand NON.

Pas de limite à la provoc

Il paraît que la direction a choisi cette semaine de grèves pour afficher les nouveaux quartiers ? Décidément, La Poste se croit tout permis ! Il se pourrait que la colère dans le pays nous inspire pour aller lui demander des comptes.

Encore une idée de génie

À l'îlot Sainte-Marguerite, un essai est en cours pour envoyer les tournées sur des structures et non plus dans les caddies.

C'est du travail et de la manut en plus pour les facteurs, qui doivent classer les tournées eux mêmes. Sans parler de l'encombrement.

Encore un idée à mettre à la poubelle.

Surtout intéressés par des augmentations de salaire

La Poste annonce une prime d'intéressement de 866 euros net par salarié. C'est le double de ce qui était prévu, mais elle peut bien se le permettre avec un bénéfice de 1,2 milliard réalisé sur notre dos.

Si le PDG fait mine de jouer les « bon prince », c'est pour ne pas augmenter les salaires. Cette prime, comme les autres, est distribuée au petit bonheur la chance et ne compte pas pour nos retraites. Par ailleurs, les collègues en intérim n'y ont pas droit.

On est donc loin du compte des 400 euros

d'augmentation par mois qu'il nous faut. Mais que cette annonce tombe suite aux grèves qui secouent le pays et juste avant le 7 mars, ça a de quoi nous encourager à continuer !

Le 7 mars, tous aux abris ?

Le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, a déclaré que « *mettre la France à l'arrêt* » à partir du 7 mars serait « *prendre le risque d'une catastrophe écologique, agricole et sanitaire* » et reviendrait « *à négliger la santé de nos enfants* ».

Sur la même lancée, il aurait pu tout aussi bien affirmer que, si les grèves se poursuivent dans les jours suivants, le pays sera frappé par la peste bubonique, connaîtra des pluies de sauterelles et sera l'objet d'attaques d'extra-terrestres. Voilà qui prouve que le ridicule ne tue pas, même en politique.

Infâme boucherie

À en croire une étude présentée par LCI le 1^{er} mars, la durée de vie moyenne d'un soldat russe après incorporation serait de 60 jours. L'espérance de vie la plus faible serait celle des miliciens de Wagner et la plus longue celle des simples conscrits appelés. Côté ukrainien, il n'y aurait pas d'étude semblable, mais un militaire américain combattant dans les rangs ukrainiens à Bakhmout aurait estimé l'espérance de vie d'un soldat ukrainien engagé dans cette bataille à... quatre heures. Par comparaison, l'espérance de vie moyenne d'un soldat soviétique arrivant à Stalingrad, une des plus terribles batailles de la Seconde Guerre mondiale, aurait été de 24 heures et celle d'un officier de quelques jours.

Bien sûr, il faut se méfier de ce genre d'études qui peuvent être destinées à démoraliser l'ennemi. Mais celle-ci traduit tout de même le caractère sanglant de ce conflit. Autrement dit, les malheureux qu'on envoie à l'abattoir auraient probablement moins de chance de mourir en se révoltant qu'en obéissant aux ordres. Et beaucoup plus de chances de mettre fin à la guerre !

Adieu veau, vache, cochon... et panier anti-inflation

Annoncé en janvier à grand renfort de pub, le panier anti-inflation commun à toutes les grandes surfaces devait permettre aux plus modestes de s'approvisionner à prix coûtant, alors qu'en février, l'inflation a atteint 6,2 % sur un an et plus de 12 % sur certains produits de première nécessité. Mais face à l'opposition des grandes surfaces et du principal syndicat des gros producteurs, la FNSEA, le gouvernement a relégué son panier aux oubliettes.

À la place, il demande aux grands distributeurs « *de faire un effort* » et « *de prendre sur leurs marges* »... Autant dire que l'inflation n'a pas fini d'attaquer notre pouvoir d'achat.